

MODES DE PARTICIPATION DES JEUNES AU JEU POLITIQUE EN CÔTE D'IVOIRE : L'EXEMPLE DES ESPACES DE DISCUSSIONS DE RUE

N'Goran Koffi Parfait

Silue N'Tchabétien Oumar

Abstract

Since some years, the Ivorian youths show upsurge of interest in the country's political game and play a pivotal role in that game through street discussion spaces. They seem to operate out in street discussion spaces that are thought to be on the periphery of the more authorized and official political sphere, but their interaction with political parties and political organizations has turned them into significant political actors. Street discussion spaces are alternative spaces for youth to integrate the political sphere that used to be a closed-space; a space they were excluded from by their elders until the nineties. They now contribute to the "cast" of new political figureheads. This new generation of actors uses ICT devices on a daily basis to diffuse political ideologies and organize communal actions as well. Since 2002, since the debut of the ongoing military and political crisis, street discussion spaces have not stopped growing; this fact is an expression of youth's desire to participate in the political debate, to communicate their hopes and expectations. Actually, these spaces are also "spaces of resistance", "arenas" where youth groups in quest for new political and cultural identities and a good position in the society, confront one another.

Keywords: Participation mode, youths, political game, street discussion space, political field, ICT, Côte d'Ivoire.

Résumé

Depuis quelques années, on assiste en Côte d'Ivoire, à une très forte implication des jeunes dans le champ politique par le biais des espaces de discussions de rue. Ils semblent fonctionner en marge du champ politique institutionnalisé, mais leur interconnexion aux politiques, fait d'eux des acteurs clés. Les espaces de discussions de rue sont des espaces alternatifs qui permettent aux jeunes de pénétrer dans un champ qui, jusqu'à la fin des années

90 leur était plus ou moins fermé. Ils participent à la « fabrication » de nouvelles figures politiques. Cette nouvelle génération d'acteurs fait quotidiennement usage des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (NTIC) pour diffuser les idéologies politiques et organiser les actions collectives. La création et la duplication de ces nouvelles arènes politiques depuis l'éclatement de la crise politico-militaire de septembre 2002, traduit le besoin des jeunes de participer aux débats de la cité, d'exprimer leurs craintes, leurs attentes et leurs espoirs. Mais les espaces de discussion de rue sont aussi des lieux de résistance où s'affrontent des jeunes gens en quête de nouvelles identités politiques ou de positions sociales.

Motsclefs : Modes de participation, jeunes, jeu politique, espace de discussions de rues, champ politique, NTIC, Côte d'Ivoire

Introduction

En Côte d'Ivoire, les débuts de la décennie 1990 sont marqués par de vastes mouvements de contestations. Dans ce contexte, les abidjanais sont réveillés, un matin d'avril 1990, par une horde de jeunes huant le « père de la nation¹ » avec des « Houphouët voleur ! Houphouët voleur ! ». Cette même année, le *Zouglou* s'impose comme une musique de contestation et de revendication de la jeunesse scolaire et estudiantine. L'on lie ce bouillonnement du corps social à la crise économique et à la libéralisation du marché politique. Mais l'irruption des jeunes dans l'espace public et notamment dans le champ politique s'intensifie et prend plus d'importance au début de la décennie 2000. Pendant la crise politico-militaire de 2002, les factions rebelles regroupées au sein du Mouvement Patriotique de Côte d'Ivoire (MPCI) et l'alliance des jeunes patriotes, proche du camp présidentiel, sont dirigées respectivement par Guillaume Soro et Charles Blé Goudé, tous deux anciens Secrétaires Généraux de la Fédération Estudiantine et Scolaire de Côte d'Ivoire (FESCI). Outre ces leaders politiques, d'autres jeunes acteurs se signalent dans le domaine de la musique. En 2003, Douk Saga et ses amis lancent le *coupé-décalé*. Cette nouvelle mode musicale urbaine suscite une adhésion massive de la jeunesse. Dans une atmosphère de tensions sociales liées à la crise, cette musique aurait, aux yeux de ses initiateurs, égayé les ivoiriens. Tous ces faits sont révélateurs de la montée en puissance des jeunes dans l'animation de l'espace public ivoirien et de la vie politique nationale. Mais qui sont-ils ? Où les retrouve-t-on ? Comment construisent-ils leur participation au jeu politique ? Quelle est la nature de cette participation ?

¹ Premier Président de Côte d'Ivoire (1960-1993), Houphouët Boigny se faisait souvent appeler le « vieux », le « sage » ou le « père de la nation ». Toutes ces appellations sont l'expression de la dévotion longtemps entretenue par les ivoiriens vis-à-vis de cet homme d'Etat.

Cet article se propose d'examiner les modalités d'intervention de la jeunesse dans le champ politique. A partir d'observations et d'entretiens compréhensifs réalisés auprès d'une vingtaine d'acteurs, il tente, dans une perspective phénoménologique, d'analyser la participation des jeunes au jeu politique national. Comme champ d'enquête, cet article s'appuie sur les trois principaux espaces de discussions de rue (EDR) que sont la « Sorbonne » du Plateau², le « Tout Puissant Congrès » d'Abobo³ à Abidjan et le « Sénat » de Bouaké⁴ ainsi que sur cinq « Grins ». Le choix des EDR aussi bien à Abidjan que dans la partie septentrionale du pays répond à un principe de la diversification des informations. La crise politico-militaire avait, en effet, provoqué une partition de fait entre le sud et le nord de la Côte d'Ivoire⁵.

1. L'irruption des jeunes des EDR dans l'espace public en Côte d'Ivoire

En Côte d'Ivoire, les jeunes sont de plus en plus présents dans la sphère politique. Leur visibilité se renforce davantage depuis quelques années.

1.1. Les jeunes des espaces de discussions de rues

L'espace public ivoirien est de plus en plus investi par une nouvelle catégorie d'acteurs : les jeunes des EDR. Qui sont-ils ? Comment reconfigurent-ils le champ et le jeu politiques ?

En Côte d'Ivoire, est appelé jeune toute personne dont l'âge varie entre 18 et 35 ans (INS, 1998). Il faut toutefois préciser les contours de ce concept. D'une manière générale, la jeunesse est considérée comme une période de la vie intermédiaire entre l'enfance et l'âge mûr. Des auteurs comme Wrzesińska (1995) limitent l'âge biologique de la jeunesse à l'ensemble des individus ayant moins de 25 ans. Pour Mbembe (1991) et Comaroff (2000), il est difficile d'en limiter les bornes à des critères biologiques rigides vu que la jeunesse recouvre des considérations aussi bien politiques, économiques, sociales que culturelles. Les jeunes sont donc une catégorie complexe (Antoine et al, 2001). Mais, dans le cadre de cette étude, épousant la thèse de la (re)contextualisation de la notion de jeune de Chauveau (2005), nous avons fixé ses limites autour de 25 à 40 ans en tenant compte des réalités locales et des informations fournies par les enquêtés eux-mêmes.

²Commune située au centre de la ville d'Abidjan et abritant les plus grandes administrations du pays, y compris la Présidence de la République.

³Quartier populaire situé au nord-ouest de la ville d'Abidjan.

⁴Deuxième grande ville de Côte d'Ivoire après Abidjan et principal bastion des rebelles ivoiriens rebaptisés Forces Nouvelles en 2003 et Forces Républicaines de Côte d'Ivoire après les élections controversées de novembre 2010.

⁵ La partie sud du pays était sous le contrôle des Forces de Défense et de Sécurité (FDS) restées loyales au régime de Laurent Gbagbo alors que le nord était occupé par la rébellion.

Les EDR sont des lieux où se rencontrent des jeunes pour débattre de l'évolution de l'actualité politique. Ces débats se tiennent le plus souvent, aux abords des voies publiques⁶ avec des acteurs dont les actions influent sur le jeu sociopolitique national. Dans ces espaces codifiés⁷ comme lieux d'expression et de formation d'opinions, ces acteurs sociaux lisent les événements dans le prisme de convictions qui se veulent, a priori, contradictoires. Les EDR sont animés, pour une large part, par de jeunes hommes sans emploi, célibataires et vivant essentiellement dans les quartiers populaires⁸ d'Abidjan. Ils peuvent être classés en deux grandes catégories. Les « Agoras » et « Parlements » se déclinent sous la forme de meetings politiques animés par des orateurs qui rassemblent autour d'eux des centaines voire des milliers de personnes. Quant aux « Grins », ils se présentent sous forme de regroupements (discrets et de moindre importance au niveau numérique) de personnes autour d'un thé accompagné le plus souvent par de la viande braisée (*choukouya*) et/ou de l'arachide.

Avant de décrire plus loin le processus de constitution des EDR, il nous paraît intéressant, au regard de leur développement rapide, de questionner la notion d'espace public. Selon Leimdorfer (1999), il renvoie à la fois à un espace matériel et symbolique commun à une pluralité d'acteurs dont un pouvoir (Etat, Président, ministères, mairies, communautés ethniques) est garant de l'accès et de l'usage multiforme. Chez Habermas (1997), l'espace public est cette sphère intermédiaire, cet entre-deux entre l'Etat et la société civile, constituée au moment des Lumières et dans laquelle, par la discussion, se construit une opinion publique. L'espace public habermassien est avant tout l'invention de l'élite bourgeoise (intellectuels, hommes fortunés, prêtres, juristes, etc.) qui tente de s'affranchir du pouvoir politique. En tant que forums d'échanges sur les affaires publiques, il y a des similarités entre l'espace public tel que défini par Habermas et les EDR en Côte d'Ivoire. Mais les EDR se distinguent des salons feutrés où les bourgeois se retrouvent pour se prononcer sur les affaires publiques. Ils regroupent des personnes qui sont, pour la plupart, issues des couches sociales les plus exposées à la crise économique qui mine la Côte d'Ivoire depuis plus de deux décennies. Dans l'ouvrage d'Aghi Bahi (2003), les EDR sont l'expression du partage, par les couches sociales défavorisées, d'un idéal de participation populaire à la démocratisation de la société. La « Sorbonne » du Plateau est donc à ses yeux, l'un des lieux où se manifeste la naissance de l'espace public non bourgeois en Côte d'Ivoire. Comme la plupart des EDR, la « Sorbonne »

⁶ La crise politico-militaire de septembre 2002 a affaibli le pouvoir de contrôle de l'Etat sur les espaces publics. Cela a favorisé une privatisation de fait de bon nombre de ces espaces.

⁷ Lorsque les jeunes s'approprient un espace, ils procèdent à son marquage par l'exposition de matériels physiques ou symboliques (tableaux, tables, drapeau national, etc.) et par l'institution de comportements ou de gestes propres à leur milieu.

⁸ On peut citer notamment Abobo et Yopougon dans le nord-ouest de la ville d'Abidjan et Koumassi dans le sud.

agrège des acteurs religieux, économiques, culturels, sociaux et politiques qui sont mutuellement opposés par des valeurs historiquement situées, mais qui appartiennent, en grande majorité, à la classe des « en bas de en bas⁹ ».

Bourdieu lui développe une théorie de l'espace qui met en relief la diversité et la mobilité des attitudes des acteurs sociaux. Il repartit l'espace en champs. Ce sont par exemple, l'art, le sport, la littérature, la politique, etc. Ces champs entretiennent des relations de hiérarchies (Bourdieu, 1980). La construction de l'espace est la façon de représenter les structures hiérarchiques entre les différents champs à l'intérieur de ceux-ci. L'espace n'est pas donné. Il relève d'une construction qui est réalisée sur la base d'un éventail de relations objectives de pouvoir qui s'imposent à tous les acteurs à l'intérieur d'un champ, quelques soient leurs perceptions et leurs intentions les uns envers les autres. Les relations de pouvoir se forment selon différentes catégories et quantités de pouvoir ou de « capital ». Dans les EDR, on distingue le capital économique (sous ses différentes formes), le capital culturel (éducation, formation professionnelle et générale, goût, sensation, musique, etc.) et le capital symbolique (prestige, réputation, renommée, honneurs, etc.). Quant au champ politique, il prend dans ces lieux, une forme de combat pour une perception légitime du monde social. Il s'agit de conquérir – par une recomposition de l'espace – le pouvoir de forger des groupes ou des catégories avec les caractéristiques et leurs propriétés, qu'elles soient bonnes ou mauvaises. La production effective de groupes sociaux (re)categorisés par les acteurs vise à conserver ou modifier des positions hiérarchiques entre champs, à bloquer l'accès de certains groupes – ceux qui sont stigmatisés – à certains champs, et/ou à limiter à des groupes donnés, les bénéfices que pourraient générer certains champs. De par leurs activités, les EDR s'intéressent à la culture, au sport, etc. Mais c'est surtout dans le champ politique qu'ils se sont réellement investis et font véritablement parler d'eux.

1.2. Dans le tourbillon des crises en Côte d'Ivoire : l'invention des EDR et la reconfiguration du champ politique

Dans l'histoire récente de la Côte d'Ivoire, le début de la décennie 1990 marque le tournant du processus d'irruption (violente) des jeunes dans l'arène politique. En effet, à la fin des années 1980, le pays est soumis à de profondes mutations sociopolitiques et culturelles. Deux facteurs majeurs peuvent expliquer cette situation. D'une part, la récession économique qui a frappé la Côte d'Ivoire du fait de la baisse drastique (près de 18% en moyenne) des cours des principaux produits d'exportation et, d'autre part, la libéralisation du marché

⁹ Cette expression qui s'est popularisée dans les années 1980 était utilisée par les ivoiriens pour désigner les personnes appartenant aux couches sociales défavorisées.

politique. Entre autres conséquences, cette crise a entraîné la désarticulation du tissu économique du pays, l'explosion de la dette extérieure, la paupérisation de toutes les couches sociales (INS, 2002 ; Kipré, 2005) et la perte du sentiment de prospérité (N'goran, 2010) chez la grande majorité des ivoiriens.

Pour juguler cette crise, l'Etat se tourne vers la Banque Mondiale et le FMI. La Côte d'Ivoire est alors soumise à une série de Programmes d'Ajustements Structurels (PAS) de 1981 à 1983 et ensuite, en 1983 et 1986 (Akindès, 2000). Avec les PAS, il est décidé la réduction des dépenses et l'augmentation des recettes. Le coût social de ces programmes est lourd : stagnation des salaires, réduction du pouvoir d'achat, augmentation du chômage, licenciements, privatisations d'entreprises publiques, augmentation des prix des produits de base, réduction des aides sociales au logement, à la santé, et à l'éducation¹⁰. Ce régime d'austérité réduit également le pouvoir d'achat des travailleurs et limite les possibilités d'accès des jeunes à des emplois décents.

Dans ce contexte de crise économique, un incident mettra en ébullition le corps social au début des années 1990. Suite à une double coupure de l'eau et de l'électricité à la cité universitaire de Yopougon, les étudiants entrent en grève. La réaction de l'Etat est violente. Dans la nuit du 17 au 18 mai 1991, l'armée investit ladite cité universitaire et fait de nombreux blessés graves ainsi que près de 200 interpellations. Très vite, cet incident suscite de vives protestations. Le Syndicat National des Enseignants du Secondaire (SYNESCI) et le Syndicat National des Enseignants du Supérieur (SYNARES) s'indignent des violences perpétrées par les forces de l'ordre en violant les franchises universitaires. Des organisations des droits de l'homme comme la Ligue Ivoirienne des Droits de l'Homme (LIDHO) leur emboîtent le pas. Avec l'aval de l'Union Générale des Travailleurs de Côte d'Ivoire (UGTCI), les travailleurs du public entrent en grève. Ils sont suivis plus tard par ceux du privé. On assiste dès lors à la multiplication et à la radicalisation des remous sociaux qui ne tarderont pas à se muer en revendications politiques. C'est dans le feu de ces mouvements de contestations que naît la Fédération Estudiantine et Scolaire de Côte d'Ivoire (FESCI) qui réussira à fédérer toutes les énergies et les aspirations de la jeunesse scolarisée¹¹.

Mais, outre les difficultés économiques, l'ouverture du jeu politique en Côte d'Ivoire en avril 1990 fut aussi un terreau favorable au bouillonnement du corps social. Elle jette également les bases du processus de renégociation des rapports entre « cadets politiques » et

¹⁰ Dans le cadre des PAS, les bourses, les aides, les internats et autres avantages sociaux accordés aux élèves et étudiants de Côte d'Ivoire ont été progressivement supprimés.

¹¹ La naissance de la FESCI a consacré l'affaiblissement et presque la disparition du Mouvement des Elèves et Etudiants de Côte d'Ivoire (MEECI) qui était perçu comme l'appendice du Parti Démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI) en milieu estudiantin.

« aînés politiques ». Au reste, les mouvements de contestations ont mis au jour les jeunes comme une catégorie sociale importante dans les nouvelles dynamiques sociopolitiques. Ce processus d'implication des jeunes dans le jeu politique s'est accentué avec la crise de septembre 2002.

L'invention des EDR se fait, elle-même, dans ce contexte général de crise. En cela, ils s'inscrivent dans le format des lieux de regroupements qui ont existé dans la Grèce antique, en France et en Angleterre (Finley, 1985 ; Mornet, 1989, Silué, 2006). Apparue dans les années 1980 au Plateau, dans le quartier des affaires, la « Sorbonne » serait le premier-né des EDR. Le vieux « Philo¹² » et des ivoiriens en quête d'emplois se réunissaient dans les jardins publics pour « tuer le temps » et critiquer la gestion d'Houphouët Boigny. En 2002, à la suite de dissensions survenues entre les animateurs de la « Sorbonne » cet espace éclate pour donner naissance à trois blocs. Les « Agoras » et « Parlements » sont adossés à la « galaxie patriotique » de Charles Blé Goudé et sont proches du Front Populaire Ivoirien (FPI). Ils sont essentiellement répandus dans la zone sud du pays où les populations sont, en majorité, favorables au régime de Laurent Gbagbo. Les « Grins » épousent les idéologies de l'opposition (civile et armée) et notamment celles du Rassemblement Des Républicains (RDR) d'Alassane Ouattara (Théroux-Bénoni et Bahi, 2005). Ils sont plus implantés dans les quartiers habités par une forte population issue des ethnies malinké, sénoufo ainsi que des communautés malienne, guinéenne et burkinabé (Théroux-Bénoni et Bahi, 2008). On les retrouve aussi bien à Abidjan qu'à l'intérieur du pays¹³. Un troisième bloc apparu récemment rassemble les espaces localisés dans les zones contrôlées par la rébellion (Silué, 2006). Le plus connu d'entre eux est le « Sénat¹⁴ ».

Avant septembre 2002, la « Sorbonne » fonctionnait sous la forme de débats contradictoires opposant les sympathisants et les partisans des différents partis politiques. Les orateurs s'affrontaient dans des joutes oratoires houleuses qui ne débouchaient jamais sur des rixes. Le PDCI, le FPI et le RDR étaient les principaux partis qui s'opposaient¹⁵. Le visiteur avait alors le loisir de suivre aussi les échanges en fréquentant les zones occupées par les partis sur le site de la « Sorbonne ». Toutefois, au lendemain de l'éclatement du conflit et avec le durcissement du jeu politique, seuls les jeunes proches du régime FPI ont poursuivi leurs

¹² On dit de lui le premier orateur de la « Sorbonne » d'Abidjan. Le vieux « Philo » serait un vieillard qui, dans ses critiques, s'en prenait violemment au régime d'Houphouët Boigny. Ces propos étaient suivis par de nombreuses personnes au Plateau.

¹³ A Bouaflé, Daloa, Sinfra dans le centre-ouest du pays, et à Ferkessédougou, Kong, Korhogo et Odienné dans le nord.

¹⁴ Le « Sénat » n'existe pas dans le sud du pays, mais principalement à Bouaké, ville du centre de la Côte d'Ivoire qui abrite les principaux services de l'administration politique et militaire de la rébellion ivoirienne.

¹⁵ Les partis résiduels comme le Parti Ivoirien des Travailleurs (PIT) et le Parti Communiste de Côte d'Ivoire (PCI) prenaient souvent part aux débats.

activités à la « Sorbonne ». Soupçonnés de soutenir la rébellion armée, les autres acteurs, notamment ceux du RDR et du PDCI ont déserté l'espace. Mais en ce qui concerne le RDR, l'activisme politique des jeunes qui lui sont proches se poursuivra dans les « Grins ».

1.3. Les EDR, des lieux alternatifs de socialisation et d'expression politiques

Avant l'apparition des EDR, le jeu politique était organisé et animé principalement par le parti unique, le PDCI. Les possibilités de participation directe des jeunes étaient fortement réduites. Pour Kouï (2006), les mouvements de contestations – notamment ceux des élèves et étudiants – qui ont précédé l'ouverture du marché politique, se veulent une réponse à la violence d'Etat et un instrument de conquête de la démocratie. Mais il faut aussi les lire comme les prémices d'une redéfinition des rapports des jeunes au politique, par la renégociation avec les aînés des ressources supposées ou réelles générées par ce champ. Avec les EDR, on assiste à la décastisation du jeu politique et à la gestation d'une sorte de « politique par le bas » (Bayart, Mbembé et Toulabor, 1992) qui offre les possibilités d'une participation populaire. Cette participation populaire s'exprime sous forme de contestations (marches, grèves plus ou moins violentes) de la puissance dominante (Etat) ou de soutiens/approbations (meetings, marches), selon que les acteurs se définissent comme opposants ou proches des tenants du pouvoir politique. Historiquement, le processus de construction de la participation des jeunes au jeu démocratique, semble suivre un schéma identique : formation dans des organisations ou mouvements syndicaux et activisme dans le champ politique. La trajectoire sociale de jeunes leaders politiques comme Charles Blé Goudé, Guillaume Soro et Karamoko Yayoro l'illustre parfaitement¹⁶.

Les noms que se donnent les EDR en disent long sur leur projet de formation à la politique. Les « Grins » se retrouvent dans le nom générique « d'Université des Temps Libres¹⁷ ». Les « Agoras » et « Parlements » sont assimilés à une « université à ciel ouvert » avec une faculté des sciences politiques (Bahi, 2003). Symboliquement, les acteurs transforment les espaces occupés en amphithéâtres où des « professeurs » dispensent des cours à des « étudiants » avec, à la clé, des « TD¹⁸ ». L'adhésion des « étudiants » aux cours des « professeurs » se traduit le plus souvent par les gestes d'acquiescement ou par des applaudissements nourris. La maîtrise par les orateurs du sujet traité et de la rhétorique, favorise aussi cette fusion affective entre les deux catégories d'acteurs. Dans leur mode

¹⁶ Ces trois leaders politiques ont construit leur carrière à partir de la FESCI. Les deux premiers furent secrétaires généraux de ce mouvement étudiant, l'un de 1995 à 1998 et l'autre, de 1999 à 2001. Le troisième fut membre du bureau exécutif de la FESCI avant d'être militant du RDR et Président des jeunes dudit parti politique.

¹⁷ Fraternité-Matin, n° 13293 du mardi 3 mars 2009.

¹⁸ Les « TD » renvoient aux travaux dirigés dispensés aux étudiants dans le cadre de la formation universitaire officielle.

d'organisation, les « Grins » ressemblent aux sociétés traditionnelles africaines qui fonctionnent sur la base de principes régissant les rapports entre les aînés et les cadets, à savoir le respect, l'abnégation et la discipline. Les rôles les plus visibles qui sont celui du *kôrô* et du *dôgô*¹⁹ ne sont pas formellement systématisés dans un document écrit. Mais ils se sont fixés avec le temps. Le non respect de cette organisation entraîne des sanctions qui partent du paiement d'une amende à des corvées et qui peut même déboucher sur le bannissement. Le *kôrô* est l'incarnation de la sagesse. Il a un comportement exemplaire au plan de la morale. C'est un exemple de conduite que tout le monde estime (Silué 2006). Les plus jeunes, les *dôgô* sont commis à la préparation et la distribution du thé. Bien évidemment, ce sont également eux qui ont en charge l'achat du sucre et du thé lors des pauses.

En tant que lieux alternatifs de formation, les EDR offrent aussi des possibilités de construction du capital de savoirs aux jeunes. Les documents²⁰ qui sont vendus dans ces espaces participent au formatage intellectuel de la jeunesse et la prépare à entrer dans l'establishment politique. Cette socialisation politique prépare aussi les jeunes gens à l'art oratoire, en leur inculquant les techniques de prises de parole en public, à l'esprit de la discussion et des débats. D'ailleurs, la valeur accordée par les acteurs des EDR aux pratiques discursives est perceptible dans les slogans qu'ils construisent : à la « Sorbonne », c'est « la parole, rien que la parole » et dans les « Grins », « *akilisso*²¹ ». Dans le contexte de la crise politico-militaire, la transposition des antagonismes – entre les acteurs politiques – dans les EDR a renforcé l'importance de la parole. Aussi bien dans les « Agoras » et « Parlements » que dans les « Grins », elle est mobilisée comme une ressource pour persuader (Buffon, 2002 ; Salavastu, 2005) et construire l'adhésion des foules à la cause de chaque camp.

L'engagement citoyen est également inculqué aux acteurs des EDR. A côté des valeurs républicaines (amour de la patrie, respect des institutions et des symboles de l'Etat) qui sont exaltées, il y a des débats qui permettent aux jeunes de réfléchir à leur manière sur l'avenir de leur pays. C'est parfois au détour de cet engagement que les sentiments nationalistes ou les peurs collectives surgissent contre un ennemi réel ou supposé. Les « Agoras » et « Parlements » présentent la France et l'Organisation des Nations Unies (ONU) comme les principaux instigateurs de la crise ivoirienne (Banégas, 2006 ; Marshall 2005). De leur côté, les « Grins » et le « Sénat » se méfient du régime FPI et de la presse qui lui est proche (Théroux-Bénoni et Bahi, 2005 ; Silué, 2006). De ce point de vue, les EDR sont certes des

¹⁹ En langue malinké, *kôrô* signifie aîné et *dôgô* cadet.

²⁰ Les EDR proposent des documents variés à leur auditoire. Mais les sujets les plus traités sont ceux relatifs à la politique et à l'économie.

²¹ Cette expression renvoie au « temple du savoir », à un haut lieu de la réflexion en langue malinké.

lieux alternatifs de socialisation et d'expression politiques imaginés par les jeunes, mais ces derniers ont une construction différenciée du projet contre-hégémonique selon leur positionnement par rapport à l'Etat et à ses appareils de domination.

2. Les espaces de discussions de rues comme cadre d'expression politique

Les EDR sont des espaces politiques. Ils apparaissent comme des cadres d'expression des jeunes dans le champ politique.

2.1. Les EDR comme instruments de propagande politique

Pendant de longues années, les groupements de paysans, les associations de femmes, d'élèves et d'étudiants, les syndicats de travailleurs et bien d'autres formes d'organisations ont été mobilisés par le PDCI pour l'encadrement idéologique des populations (Ouattara, 1985 ; Dibi, 2001 ; Adjo, 2002). A la fin du monopartisme - et avec la reconfiguration du champ politique ivoirien induite par des décennies de crises - se mettent en place de nouvelles formes de prise en charge idéologique de la société portées par les EDR. Mais à l'origine, le premier-né des EDR – la « Sorbonne » – s'intéressait à tous les sujets d'actualité, notamment à l'économie, à la santé et à l'agriculture. C'est à partir de 1999²² sous le règne du Général Robert Guéi, que commence le processus de basculement vers le politique. En 2002, le déclenchement de la rébellion armée a provoqué la naissance et la guerre des blocs. Ce contexte contribue à d'importants changements dans la structuration des EDR. Mesurant tout le bénéfice qu'ils peuvent tirer des EDR, les hommes politiques se rapprochent de plus en plus d'eux. Conséquence, les EDR se transforment en instruments de propagande politique.

Dans une certaine mesure, ces mutations font des jeunes des EDR, des acteurs majeurs du jeu politique. De plus en plus, ils adoptent des positions très tranchées et font entendre leur voix parmi celles des acteurs politiques officiels. Les jeunes des EDR jouissent d'une légitimité politique, qu'ils se sont construite pour la plupart, pendant les années de luttes syndicales. C'est revêtu de cette légitimité qu'ils se prononcent sur les événements qui alimentent la vie sociopolitique nationale. Quoique n'existant pas en tant qu'organisations politiques formelles, les EDR revendiquent, de par leur activisme, une certaine légitimité. Cela s'explique par leur interconnexion à des groupements politiques et par leur positionnement au cœur du jeu politique. Ainsi, on note par exemple que le Congrès National de Résistance pour la Démocratie (CNRD)²³, compte en son sein la Fédération Nationale des « Agoras » et

²² Le 24 décembre 1999, un mécontentement de soldats au sein de l'armée entraîne le premier coup d'Etat de l'histoire de la Côte d'Ivoire. Après près de quatre décennies de stabilité (1960-1999), ce coup de force a installé, jusqu'à ce jour, le pays dans l'instabilité politique.

²³ Cette organisation rassemble tous les partis et mouvements politiques proches de La Majorité Présidentielle (LMP).

« Parlements » de Côte d'Ivoire (FENAAPCI) et la Fédération Nationale des Orateurs des « Parlements » et « Agoras » de Côte d'Ivoire (FENOPACI).

Les liens entretenus avec les partis politiques, permettent aux EDR de diffuser leurs idéologies et leurs projets de société. Cette activité de « marketing politique » emprunte généralement trois chemins. Les jeunes des EDR ouvrent leurs espaces aux politiques pour les meetings. Pour leur fonctionnement, les espaces se tournent vers les hommes politiques. La circulation des acteurs – notamment les orateurs – entre les EDR, participe aussi au travail de dissémination des idéologies et de marketing des projets de société. La co-construction des émotions (peur, compassion, logomachie, mots laudateurs, etc.) et des discours avec les leaders politiques facilitent l'action des jeunes des EDR (Silué, 2007). Dans une perspective fonctionnaliste, ces relations d'échanges entre les EDR et les groupements politiques aident à la survie des deux entités et à la permanence du système politique.

L'entreprise de propagande que mènent les EDR en faveur des organisations politiques, est adossée à une forte mobilisation des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (NTIC). L'analyse de l'usage de l'Internet et du téléphone nous permet de montrer le rôle des nouveaux outils de communication dans l'activisme politique des acteurs des EDR.

2.2. L'Internet et le téléphone mobile, un capital communicationnel dans l'entreprise de propagande politique

Les NTIC ont apporté de nombreuses innovations dans les pratiques politiques. En Côte d'Ivoire, des partis tels que le PDCI, le RDR, le FPI, l'UDPCI²⁴ se sont dotés de sites Internet. Les hommes politiques ont eux-mêmes créé des sites personnels qui font la promotion de leurs projets de société. Les acteurs des EDR et leurs alliés se sont investis également dans cette activité. La « Sorbonne » dispose d'un site Internet²⁵ qui diffuse de manière régulière ses activités et celles des leaders du FPI et de la Majorité Présidentielle. Les jeunes des « Grins », utilisent les sites du RDR et de ses leaders²⁶.

Les sites offrent aux jeunes des EDR, la possibilité de mettre en ligne des films, des photographies, des articles, de la musique téléchargeable sur supports CD ou clés USB. Ce sont des espaces privilégiés pour la diffusion de messages à caractère politique. Aujourd'hui, toutes les activités des leaders de partis politiques sont systématiquement annoncées et

²⁴ Union pour la Démocratie et la Paix en Côte d'Ivoire.

²⁵<http://www.lasorbonneci.net/>. Ce site comprend plusieurs rubriques : « Articles », « News », « Forums » et « Annonces ». En octobre 2010, un sondage a même été réalisé sur ce site pour évaluer la côte de popularité des candidats.

²⁶ Le site d'Alassane Ouattara : <http://www.ado.ci/>; le site du Président de la jeunesse du RDR, Karamoko Yayoro : <http://kara2009.blog.fr>.

diffusées sur la toile. Beaucoup de membres des EDR font des recherches sur Internet pour s'informer et documenter leurs interventions publiques.

« Nous dans les Grins, on n'a pas eu besoin de trop 'titrologuer²⁷ » pour savoir ce qui se faisait dans les Agoras et Parlements. Pendant cette période, on s'est organisé et il y a au moins deux qui chaque jour partaient lire leurs journaux. Toutes ces informations nous ont aidés à mettre au courant chaque jour nos frères qui n'ont pas les moyens d'acheter un journal ou une connexion. Quand les gars nous gênaient, un jour, on a organisé un petit tchatche avec quelqu'un, un de nos frères de l'autre côté²⁸. On s'est tous connectés au même moment et pendant près de trois heures on a échangé entre nous. Tout le monde n'était pas là, mais on leur a fait le point le soir. Mais depuis, on n'a pas plus eu le temps de faire ça encore ». [E., membre de « Grins » Abobo, septembre 2006]

L'usage de l'Internet dans la propagande des idéologies politiques s'est renforcé avec la « bataille d'Abidjan » après le second tour des élections présidentielles d'octobre 2010. Pour renforcer leur visibilité dans l'espace public, les jeunes se sont investis dans la promotion et l'usage de cet outil. Il s'agissait pour les uns, de contourner les difficultés rencontrées par les canaux traditionnels de communication et pour les autres, d'échapper à l'étouffement politique. Ainsi, pour éluder l'interruption le 14 mars 2011 de son signal de la sur le bouquet de Canal Horizons, la Radio Télévision Ivoirienne (RTI) invitera les téléspectateurs à suivre ses programmes sur son site Internet²⁹. Dans un élan patriotique, la « Sorbonne » et les membres du « Tout Puissant Congrès d'Abobo » (TPCA) récupèrent le message et le font circuler dans les EDR.

« Chers parents, ne vous effrayez pas des manœuvres du ténébreux Sarkozy. Dites à vos parents d'aller sur Internet pour regarder la télévision. Le Président Gbagbo est en train de travailler pour régler le problème » [SB, orateur de la Sorbonne, mars 2011]

Dans cette logique de « résistance médiatique », les « Agoras » et « Parlements » vont promouvoir d'autres sites dits patriotiques. Dans le courant du mois de mars 2010, ils sont devenus partenaires du site « infoscotedivoire.net », promoteur de l'opération « Traquons les mensonges de Choi³⁰ par les photos et les films ». A l'aide de leurs téléphones portables, les patriotes ivoiriens devaient capter des films ou des vidéos et les expédier à une adresse électronique qui est celle du site sus indiqué. De nombreuses affiches publicitaires ont été

²⁷ Argot ivoirien qui signifie parcourir les titres des journaux. L'individu se limite seulement à la lecture des titres.

²⁸ L'enquête fait allusion à l'Europe.

²⁹ www.rti.ci.

³⁰ Yun Ji Choi est le Représentant Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies en Côte d'Ivoire. Il dirige l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI).

distribuées pour la réussite de cette opération. En réaction à la résistance dans les « Agoras » et « Parlements », les jeunes des « Grins » et du « Sénat » se sont eux aussi organisés. Pour échapper à l'étouffement de ses activités, le RHDP³¹ a créé des outils comme « la voix du Golf³² » pour assurer la promotion et la diffusion de l'idéologie et des projets de société des partis qui le composent. Comme offre, ce site fournit toutes les informations dont les militants et sympathisants ont besoin tant sur l'actualité nationale qu'internationale. A l'image de la RTI, le site a une application qui permet de regarder TV Côte d'Ivoire (TCI), la télévision mise en place par le RHDP après les résultats controversés de l'élection présidentielle.

« Nous on ne regarde plus Télé LMP. On a notre télévision qu'on peut regarder sur Internet. On est tranquille avec ça. Tu vois, on peut pas parler, on peut pas tousser. Tu fais ça Gbagbo te tue. Donc nous on est sur notre site tout simplement ». [L., membre du « Grin » *Djolème* d'Adjamé, mars 2011]

L'Internet facilite la communication entre les alliés politiques. Les membres du « Sénat » de Bouaké se servent de cet outil pour non seulement s'informer, mais aussi pour échanger avec leurs amis du RHDP à Abidjan.

« On n'a pas la RTI ici. Et puis quand ça vient on montre seulement les conneries de Gbagbo. Donc, on va sur Internet et on discute avec nos autres gars. On fait ça avec les *tchatchs* sur Facebook et c'est très intéressant parce qu'avec ça, on est informé de tout ce qui se passe à Abidjan. Ça finit le *djèhè*³³ mais c'est bon quand même ». [F.I, membre du « Sénat » de Bouaké, mars 2011]

Outre l'usage quasi quotidien de l'Internet, l'entreprise de propagande des idéologies politiques mobilise également le téléphone mobile. En Côte d'Ivoire, la popularisation de l'usage du téléphone mobile³⁴ a accéléré son introduction dans les EDR. La réappropriation de cet outil par les jeunes a fait apparaître de nouvelles formes d'usages : le bluetooth, le bip et notamment le Short Messaging Service (SMS). Le SMS est un service associé au téléphone mobile qui permet d'écrire de courts textes que l'on expédie immédiatement dans la boîte à messages de son correspondant. C'est une pratique qui est fortement intégrée au dispositif de communication des acteurs des EDR. La fréquence de son usage varie toutefois, selon les

³¹Le Rassemblement des Houphouëtistes pour la Démocratie et la Paix est une organisation qui regroupe quatre partis politiques (le PDCI, le RDR, l'UDPCI et le MFA). Il s'est constitué à Paris au lendemain des accords de Marcoussis.

³²www.lavoixdugolf.net

³³Argot qui signifie argent.

³⁴En décembre 2006, les utilisateurs du téléphone mobile en Côte d'Ivoire étaient évalués à 5 millions soit un taux de pénétration de 30%. Certains abonnés possèdent deux, trois portables voire plus. L'accroissement du volume de la clientèle dans ce secteur est dû aux solutions prépayées et aux politiques de réduction des coûts d'abonnement soutenu par des campagnes promotionnelles surmédialisées. Les puces de téléphones mobiles qui se vendaient à 25 000 FCFA s'obtiennent désormais à 2 000 ou 1 000 FCFA (sur le marché noir, on les achète à des prix oscillant entre 125 et 250 FCFA). Les numéros perdus que l'on récupérait avant à 10 030 FCFA sont gratuitement offerts désormais. La moyenne tarifaire de la minute est passée de 500 FCFA en 1997 à 100 FCFA en 2007, soit une baisse de 80%. Cette baisse du coût de la communication continue encore aujourd'hui.

changements qui s'opèrent dans le champ politique. En période de crise, la pratique du SMS s'intensifie.

« On s'envoie régulièrement des messages. Mais quand il y a un mouvement, c'est-à-dire que lorsque l'actualité politique s'alourdit, les messages circulent plus fréquemment. Quand tu as une recharge de 1 000 FCFA, elle peut finir en moins d'une heure. La recharge finit vite mais les messages vont plus vite aussi » [K., membre de la Sorbonne, mai 2006].

L'usage du SMS s'inscrit, selon Kibora (2007), Desjeux (2005) et Rivière (2002), dans une logique de minimisation des coûts des échanges téléphoniques et de gain de temps. En fait, le prix moyen du SMS est de 50 FCFA. Et la plupart des jeunes des EDR utilisent les cartes prépayés qui, avec la rude concurrence sont accessibles à toutes les bourses. Avec 200, 500 ou 1000 FCFA, ils peuvent se procurer des cartes prépayées pour communiquer avec les membres de leurs réseaux en privilégiant le SMS. Aux yeux des jeunes des EDR, le SMS est plus sécurisant parce qu'il donne la possibilité aux correspondants d'envoyer et de recevoir discrètement un message (Martin, 2007 ; Journet, 2007). Dans les situations de crise, il aide à communiquer rapidement sans attirer l'attention d'un adversaire supposé ou réel.

« C'est grâce à la vitesse et aussi à la sécurité du portable qu'on a pu empêcher le GTI³⁵ de dissoudre notre Assemblée Nationale. La veille de cette action, on a fait partir plus de cent SMS aux gars pour mobiliser les jeunes. Mais toi-même tu as vu le résultat, c'était propre³⁶! La mobilisation était là ! On touche un et lui, il touche l'autre ainsi de suite et puis le terrain est bouclé³⁷ ». [G., membre de la « Sorbonne », mai 2006]

Le besoin de sécurité manifesté par les jeunes des EDR s'exprime par l'usage d'un langage codé dans la communication. Ils élaborent des formes d'écritures qui ne sont décryptables que par les seuls membres de ces espaces. Leur fonction première, c'est la préservation de l'identité des personnes et la protection du caractère confidentiel des informations dites stratégiques. Le SMS utilise un niveau de langue qui, le plus souvent ne respecte pas les normes de l'écriture classique. Cette transgression des normes relève d'une création au sens de De Certeau (1990) dans la mesure où les jeunes inventent de nouvelles formes d'usage qui ne figurent pas dans le projet des opérateurs de téléphonie mobile. Ce

³⁵En janvier 2006, suite à une décision du Groupe de Travail International (GTI) qui constatait, selon lui, la fin du mandat de l'Assemblée Nationale ivoirienne, les patriotes ont organisé de violentes manifestations dans les rues d'Abidjan qui ont poussé le GTI à se raviser.

³⁶« C'est propre ! » est une expression qui signifie que tout c'est bien passé avec un résultat qui ne souffre d'aucune contestation.

³⁷Cette expression traduit le quadrillage de toute la ville d'Abidjan par la multiplication des « Agoras » et « Parlements » qui encadrent idéologiquement les populations.

détournement de l'usage s'articule sur la flexibilité d'un mode d'écriture bref qui, contrairement à ce que soutient Desjeux (2005), n'est pas aussi simple. Cette écriture est d'autant plus complexe qu'elle est seulement connue d'un cercle restreint qui, la réinterprète en fonction de la conjoncture politique.

Le téléphone mobile offre aussi la possibilité de collecter l'information et d'assurer son traitement ainsi que sa diffusion dans le champ politique. Saisissant tous ces avantages, les leaders des EDR ont mis en place des mécanismes pour recueillir les informations. Pendant l'enlèvement de la situation politique, l'opération « Traquons les mensonges de Choi par les photos et les vidéos³⁸ », invitait les populations « à devenir des reporters et des cameramen en filmant et en photographiant les mouvements suspects de l'ONUCI avec les téléphones portables et les caméras³⁹ ». Dans les « Grins », lorsque le RHDP organise une activité de masse, pour assurer la couverture médicale de l'évènement, les leaders prennent les numéros de téléphones mobiles des équipes de secours des ONG humanitaires qui sont sur le terrain. Cette méthode est également utilisée avec les services de communication de l'ONUCI et des journalistes pour solliciter une protection et un appui médiatique en cas de besoin.

Au-delà de leur usage privé ou traditionnel, la mobilisation des NTIC par les jeunes des EDR obéit à une logique de contrôle des événements et de l'opinion. Le téléphone mobile, par exemple, permet la diffusion rapide et sécurisée des mots d'ordre sur le terrain. Il aide les usagers à se brancher les uns les autres pour la circulation de messages (Jauréguiberry, 2003). Sa manipulation concourt, dans la compétition entre les parties, à « prendre de l'avance » sur l'adversaire. De fait, l'importance qu'elles revêtent dans les stratégies de communication ou de mobilisation des acteurs des EDR, fait de ces outils, une ressource éminemment politique.

2.3. Les jeunes des EDR entre propagande et clientélisme : le don et le contre-don dans le jeu politique ivoirien

Les EDR ne sont pas seulement des lieux de propagande. La référence à la théorie du don nous permet d'analyser les autres logiques qui structurent les rapports/échanges entre les jeunes de ces espaces et les acteurs politiques. Mécanisme social de création et de régulation des liens sociaux, le don concerne toutes les sociétés humaines et embrasse, selon Godbout et Caillé (2000), la totalité de l'existence sociale. Si Mauss (1950), organise son analyse du don sur la triple obligation (morale) de donner, de recevoir et de restituer ce que l'on a reçu, notre propos mettra l'accent sur les notions d'échange, de réciprocité et de dette telles que développées par Caillé et Godbout (2000), Allemand (1998), Marie (1998) et Socpa (2000). Pour Marie, le don met en jeu la logique de la dette. « Donner, c'est investir et refuser de donner, négliger d'inviter comme refuser de prendre, c'est refuser l'alliance et

³⁸Cette opération a été lancée sur le site www.infoscotedivoire.net.

³⁹Texte de la bande déroulante qui figure sur le site infoscotedivoire.net.

la communion ». Dans cette optique, don et contre-don s'enchaînent comme le crédit et son remboursement ou comme le placement et son rapport (Kologo, 2007). L'échange est aussi consubstantiel à la vie politique. Ainsi, à partir de l'exemple camerounais, Socpa (2000), démontre la prégnance du don dans les «développements politiques ». Les rapports entre marchands politiques et clientèle électorale voire ethnique sont gouvernés par des échanges de biens matériels et/ou immatériels qui contribuent à construire un lien social dans lequel le donateur attend du donataire, ses voix.

En Côte d'Ivoire, la libéralisation du marché politique en 1990 a conduit à la multiplication des partis⁴⁰ et à la politisation de toute affaire publique. Avec la crise politico-militaire et ses conséquences négatives en termes de fragilisation du tissu social et d'accroissement de la pauvreté, cette offre politique est devenue plus importante. De même, la rudesse de la compétition politique, semble avoir favorisé l'intensification des échanges dans le champ politique. Dans ce jeu, les jeunes des EDR qui, pour la plupart, sont en quête d'emplois, monnayent leur activisme contre des avantages et des services qui leur sont offerts par les hommes politiques. Ils interviennent dans les actions de mobilisation. Ils s'occupent de l'organisation des rencontres entre les jeunes des partis politiques et les leaders, de la préparation des auditoires, en devançant les leaders dans des zones « hautement stratégiques », de l'animation de meetings, et des démonstrations de force (opérations punitives contre des militants renégats ou des adversaires, marches ou piquets de grève, intimidation, etc.). Ils distribuent les tee-shirts, les brochures et autres gadgets militants dans les quartiers et assurent la vente de gadgets, etc. En échange de ces services, les jeunes des EDR ont accès à des privilèges qui vont de l'entretien de leurs espaces à l'obtention d'un emploi en passant par la perception d'argent ou de privilèges. Dans sa parution du 17 juin 2005, le quotidien *Le Courrier d'Abidjan* mentionne :

« Le Président du Front Populaire Ivoirien (FPI), Pascal Affi N'Guessan, s'apprête à offrir un lot de matériels à la Fédération Nationale des Agoras et Parlements de Côte d'Ivoire (FENAAPCI), dirigée par Idriss Ouattara (...). Selon nos informations, l'aide du Président du FPI aux agoras et parlements-au nombre de cinquante-repartis sur l'ensemble du territoire ivoirien, va consister en la remise de matériels pratiques. C'est-à-dire des outils dont les 'parlementaires' ont besoin dans l'exercice de leurs activités. Il s'agit, en effet, de plusieurs mégaphones, de hauts parleurs, du matériel complet de sonorisation, des bancs, des bâches, etc. dont ont besoin les orateurs et le public lors des débats. (...) En réalité, le Président du FPI, qui a effectué une tournée d'explication de la crise dans les

⁴⁰A ce jour, le nombre de partis politique en Côte d'Ivoire se situerait autour de 130.

agoras et parlements d'Abidjan au plus fort de la crise, répond ainsi aux doléances des jeunes qui les animent⁴¹».

Dans l'imaginaire social, on admet couramment que « les seuls à ne pas ressentir les effets de la crise économique sont les politiciens. Ils ont accès à tous les services. Si vous voulez réussir, il faut vous approcher d'eux⁴²». Cette perception sociale de la réalité est à mettre en lien avec les différentes positions acquises par des membres des EDR. En effet, certains orateurs des « Parlements » sont devenus à partir de 2008, des employés au Port Autonome d'Abidjan (PAA). D'autres ont pu s'insérer à la Police et dans les autres secteurs de l'administration publique. Dans les « Grins » et au « Sénat », derrière l'activisme politique se profile aussi une logique économique. On s'insère dans un espace de discussion pour capter des ressources économiques susceptibles d'améliorer une condition sociale difficile.

« Avec la crise que nous vivons, le Grin devient un espoir d'intégration économique parce que dans le Grin on tisse un petit réseau de relations et lorsqu'il est bien maîtrisé, on peut avoir des marchés, des contrats ou un petit job ». [K. membre de « Grin », Korhogo, septembre 2006]

En définitive, les EDR sont aussi un marché d'échanges entre une offre ou un service et une demande politique. Les jeunes qui les animent ne sont pas que des agents de propagande. Ce sont des acteurs calculateurs qui manœuvrent pour reconvertir leur capital politique en capital socioéconomique. Cette logique de captation des ressources s'accompagne d'une autre logique qui est celle de la réécriture et de l'affirmation de soi dans l'establishment politique.

Conclusion

La crise politico-militaire de septembre 2002 a accentué l'engagement et la participation de la catégorie sociale des jeunes au jeu politique en Côte d'Ivoire. A travers les EDR qu'ils ont inventés, ces derniers se positionnent désormais comme un maillon clef dans l'animation du jeu politique ; mettant ainsi en cause l'hégémonie des aînés dans la gestion des affaires de la cité. Alliés le plus souvent à des chapelles politiques, ils ouvrent leurs espaces pour l'organisation de meetings ou de débats publics, co-construisent les discours avec les hommes politiques et se déplacent d'un espace à un autre pour « battre campagne » pour leurs mentors. Dans un contexte de compétition politique, ils se saisissent de l'opportunité que représentent les NTIC pour construire et mener des actions collectives en faveur des leaders ou des partis qu'ils soutiennent. Cette mobilisation des NTIC dans le marketing ou la

⁴¹Le Courrier d'Abidjan, du 17 juin 2005.

⁴²Propos de Madame Constance Yaï, ancienne ministre et activiste pour la défense des droits des femmes en Côte d'Ivoire.

propagande des idéologies, fait de ces outils, des ressources éminemment politiques. Il faut les maîtriser pour « prendre de l'avance » sur l'adversaire et contrôler le jeu politique. Sur des questions aussi graves que la guerre que traverse la Côte d'Ivoire, les jeunes construisent, par la manipulation de ces outils, des images spécifiques ajustées à des desseins idéologiques, et programmées à accompagner le formatage des imaginaires ainsi que les actions collectives. Et cela, « soit en dramatisant les préoccupations dominantes, soit, au contraire, en euphorisant la conjoncture » (Ramonet, 2004). Toutefois, derrière cet activisme politique, se cache des logiques de captation des ressources matérielles ou immatérielles que génère le champ politique. Dans un espace public où les possibilités de mobilité sont réduites, les jeunes se servent aussi des EDR comme un instrument de positionnement social. Mais la prise du pouvoir par le camp Ouattara à l'issue des résultats controversés du second tour des élections présidentielles de novembre 2010, a consacré le basculement des EDR proches de l'ancien pouvoir dans la clandestinité. Déjà très méfiant à l'égard des « agoras » et « parlements » du fait de leur rôle dans la construction du leadership politique de Laurent Gbagbo, le régime Ouattara s'est empressé de détruire la « Sorbonne » aux premières heures de la chute de son adversaire. Empêchés de se regrouper physiquement, il n'en demeure pas moins que les jeunes de la « galaxie patriotique » poursuivent le jeu politique dans l'espace virtuel du Net. Cette capacité d'invention et de ré-invention de nouvelles procédures de participation aux affaires de la cité, porte à penser que la volonté des jeunes de demeurer la pièce maîtresse des transformations en cours en Côte d'Ivoire, survit aux bouleversements du champ politique.

Références bibliographiques:

Adjo, G., 2002, « Idéologie politique et processus d'idéologisation de 1960 à 1990 », in *Kasa Bya Kasa*, n°3, pp. 149-171

Akindès, F., 2000, « Inégalités sociales et régulation politique en Côte d'Ivoire. La paupérisation est-elle réversible ? », in *Politique Africaine*, n° 78, pp. 126-141

Allemand, S., 1998, « Entre l'intérêt et le don », in *Sciences humaines*, n°23, p.21

Bahi, A. A., « La "Sorbonne" d'Abidjan : rêve de démocratie ou naissance d'un espace public », in *Revue Africaine de Sociologie*, Vol. 7, n° 1, pp. 1-18

Banégas, R., 2006, « La France et l'ONU devant le "parlement" de Yopougon », in *Politique africaine*, n° 104, pp. 141-158, Paris : Karthala.

Bayart, J-F., Mbembe, A., Toulabor, C., 1992, *Le politique par le bas en Afrique noire*, Paris, Karthala.

Biaya, T. K., 2000, « Jeunes et culture de la rue en Afrique urbaine (Addis-Abeba, Dakar et Kinshasa) », in *Politique africaine*, n° 80, pp. 12-75, Paris, Karthala.

Blé, G-C., 2006, *Crise ivoirienne. Ma part de vérité*, Abidjan, Leaders' Team Associated et Frat Mat Editions.

Bourdieu, P., 1984, *Questions de sociologies*, Paris : Minuit.

Buffon, B., 2002, *La parole persuasive*, Paris, PUF.

Champagne, P., 1990, *Faire l'opinion : le nouveau jeu politique*, Paris : Minuit.

Comaroff, J., Comaroff, J., 2000, « Réflexions sur la jeunesse. Du passé à la post-colonie », in *Politique africaine*, n° 80, pp. 90-110, Paris, Karthala.

Dibi, V., 2001, *La contribution des coopératives dans le développement de l'agriculture vivrière en Côte d'Ivoire*, Thèse de doctorat troisième cycle, Université de Bouaké.

Finley, M., 1985, *L'invention de la politique*, Paris, Flammarion.

Habermas, J., 1997, *L'espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, Paris, Karthala.

Journet, N., 2007, « La culture du mobile », in *Sciences humaines*, n° 185, pp. 24-28

Kieffer, G-A., 2000, « Armée ivoirienne : le refus du déclassement », in *Politique africaine*, N° 78, pp. 26-44, Paris, Karthala

Kieffer, J., 2006, « Les jeunes des "grins" de thé et la campagne électorale de Ouagadougou », in *Politique Africaine*, n° 101, pp. 63-82, Paris, Karthala

Kologo, O., 2007, *Les dons, phénomène anthropologique au cœur des élections au Burkina Faso : une analyse des comportements électoraux dans la ville de Ouagadougou*, Université de Ouagadougou

Leimdorfer, F., 1999, « Enjeux et imaginaires de l'espace public à Abidjan », in *Politique Africaine*, n° 74, pp. 51-74, Paris, Karthala

Marie, A., 1998, « Echange : sous le don, la dette », in *Sciences humaines*, n°23, p.28

- Marshall, R., 2005, « La France en Côte d'Ivoire : l'interventionnisme à l'épreuve des faits » in *Politique Africaine*, n° 98, pp. 21-41, Paris, Karthala
- Martin, C., 2007, *Le téléphone portable et nous. En famille, entre amis, au travail*, Paris, l'Harmattan
- Mbembe, A., 1991, *Les jeunes et l'ordre politique en Afrique noire*, Paris, l'Harmattan
- Mornet, D., 1989, *Les origines intellectuelles de la Révolution française. 1715-1787*, Lyon, La Manufacture
- N'goran, K. P., 2010, « Le commerce des produits vivriers et le positionnement des femmes dans le champ économique ivoirien », in *Lettres d'Ivoire* n°008, pp. 237-250
- Nyamjoh, F.B., 2005, *Africa's Media, Democracy and the Policy of Belonging*, Pretoria, London and New York, Zed Books
- Ouattara, S., 1985, « Idéologie et développement rural en Côte d'Ivoire: la 'coupe nationale du progrès' », in *Kasa Bya Kasa*, n° 5, pp. 187-219
- Salavastru, C., 2005, *Rhétorique et politique. Le pouvoir du discours et le discours du pouvoir*, Paris, l'Harmattan
- Silué, N. O., 2007, « *Les espaces de discussions de rues. Instruments de diffusion des idéologies politiques pendant le conflit en Côte d'Ivoire* », Contribution à la table ronde du MASA. Abidjan et Yamoussoukro : Chaire UNESCO/Université de Cocody
- Silué, N. O., 2006, *Médiatisation des idéologies politiques dans les espaces de discussions de rues : le cas du discours politique sur l'identité nationale au cours des audiences foraines de 2006*. Contribution au Projet « Conflits en Côte d'Ivoire : dynamiques et représentations ». Abidjan : CERAP/IDDH
- Socpa, A., 2000, « Les dons dans le jeu électoral au Cameroun », in *Cahiers d'études africaines*, n°157, pp. 1-14
- Théroux-Benoni, L., et Bahi, A., 2006, « A propos du rôle des médias dans la crise ivoirienne... », in *Les frontières de la citoyenneté et la violence politique en Côte d'Ivoire*. E Sall and J.-B. Ouédraogo, Dakar, CODESRIA
- Wrzesińska, A., 1995, « La jeunesse africaine et les transformations socioculturelles en Afrique noire (le cas du Zaïre) », in *Africana Bulletin*, n°43, pp. 43-72